



Revue de Presse

lundi 09 février 2009

S O M M A I R E

lundi 09 février 2009

SNET/EON

- Royaume-Uni/Energie: SSE emboîte le pas à British Gas et baisse ses tarifs 1
Agence France Presse Fil Eco .- 06/02/2009
- Après British Gas, SSE baisse ses tarifs 2
Enerpresse .- 09/02/2009

CONCURRENCE

- Nucléaire : Nicolas Sarkozy étudie des partenariats pour Areva 3
Les Echos .- 09/02/2009
- Le chef de l'État cherche un partenaire pour Areva 4
Le Figaro économie .- 07/02/2009
- Sarkozy cherche des partenaires industriels pour Areva 5
La Tribune .- 07/02/2009
- M. Sarkozy veut faire de l'énergie un moteur de la reprise 7
Le Monde .- 07/02/2009
- Sarkozy n'exclut pas un troisième réacteur nucléaire EPR 8
Aujourd'hui en France .- 07/02/2009
- Christophe de Margerie : " Nous voulons exploiter des centrales nucléaires " 9
Les Echos .- 09/02/2009
- Total affiche de nouvelles ambitions nucléaires 12
Les Echos .- 09/02/2009
- GDF-Suez en lice pour le nucléaire brésilien 13
Le Journal du Dimanche .- 08/02/2009
- Espagne : la Cour Suprême donne (en partie) raison aux électriciens 14
Enerpresse .- 09/02/2009
- L'affaire de la centrale au gaz contraint l'adjoint à la démission 15
Le Parisien Oise Matin .- 09/02/2009

MARCHE

- La Suède lève son moratoire sur la construction de centrales nucléaires 16
Le Monde .- 07/02/2009
- Devenez producteur d'électricité 17
La Tribune .- 09/02/2009
- Thierry Lepercq : "Il faut baisser les coûts sans sacrifier la qualité" 18
La Tribune .- 09/02/2009
- 6 Français sur 10 ne savent pas qu'ils peuvent changer de fournisseur !!!!! 19
Enerpresse .- 09/02/2009
- L'Inde est en passe de devenir un acteur majeur du secteur de l'énergie éolienne 20
Le Monde .- 09/02/2009
- Espagne : changement des règles des enchères ? 21
Enerpresse .- 09/02/2009

ENVIRONNEMENT

- L'idée de taxe carbone fait son chemin 22
Les Echos .- 09/02/2009

S O M M A I R E

lundi 09 février 2009

Cafouillage sur la taxe carbone
Le Journal du Dimanche .- 08/02/2009

23

SNET/EON



Royaume-Uni/Energie: SSE emboîte le pas à British Gas et baisse ses tarifs

LONDRES (ROYAUME UNI), 6 févr. 2009 (AFP) -

Le fournisseur d'énergie britannique Scottish & Southern Energy (SSE) a emboité vendredi le pas à British Gas, en devenant le deuxième fournisseur d'énergie à annoncer une baisse de ses tarifs d'électricité et de gaz, sans compenser toutefois leur flambée de l'an dernier.

Dans un communiqué, SSE, qui est le deuxième fournisseur du pays avec quelque neuf millions de clients, a précisé que les prix de l'électricité baisseraient de 9% en moyenne, et ceux du gaz de 4%, à compter du 30 mars.

Cette décade est loin de compenser totalement la flambée des tarifs du groupe, qui avait encore augmenté ses tarifs de 15,8% pour l'électricité et 14,2% pour le gaz en avril dernier. Mais SSE a souligné que les tarifs de gros de l'énergie, bien qu'ils aient nettement reflué, restaient néanmoins élevés.

British Gas, filiale du groupe britannique Centrica, avait été le premier des six opérateurs privés se partageant le marché britannique de l'énergie à annoncer une baisse de ses prix, le 22 janvier. Elle s'appliquera à partir du 19 février.

Les quatre autres opérateurs (qui sont des filiales du groupe français EDF, des allemands EON et RWE et de l'espagnol Iberdrola) devraient vraisemblablement baisser à leurs tours leurs prix dans les semaines qui viennent.

Contrairement à la France où la plupart des ménages continuent à bénéficier de tarifs réglementés et encadrés, les prix de l'énergie au Royaume-Uni sont fixés librement par les opérateurs, qui procèdent en général à des modifications chaque semestre, en fonction de l'évolution des prix sur le marché de gros.

SCOTTISH & SOUTHERN ENERGYCENTRICAEDFE.ONRWEIBERDROLA
fpo/LyS

Afp le 06 févr. 09 à 09 02.

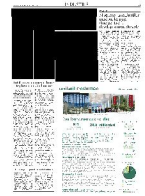
Ref : TX-PAR-JDU67.



Après British Gas, SSE baisse ses tarifs

Le fournisseur d'énergie britannique Scottish & Southern Energy (SSE) a emboîté, vendredi, le pas à British Gas, en devenant le deuxième fournisseur d'énergie à annoncer une baisse de ses tarifs d'électricité et de gaz, sans compenser toutefois leur flambée de l'an dernier. Dans un communiqué, SSE a précisé que les prix de l'électricité baisseraient de 9% en moyenne, et ceux du gaz de 4%, à compter du 30 mars. Cette diminution est loin de compenser totalement la flambée des tarifs du groupe, qui avait encore augmenté ses tarifs de 15,8% pour l'électricité et 14,2% pour le gaz en avril dernier. Mais SSE a souligné que les tarifs de gros de l'énergie, bien qu'ils aient nettement reflué, restaient néanmoins élevés. Les quatre autres opérateurs (qui sont des filiales d'EDF, de E.ON, de RWE et d'Iberdrola) devraient vraisemblablement baisser à leurs tours leurs prix dans les semaines qui viennent.

CONCURRENCE



ÉNERGIE

Le président de la République « souhaite que l'Etat réfléchisse aux partenariats industriels qui seraient les plus profitables à Areva ». Il veut apporter des réponses rapidement. Alstom, Bouygues, EDF, etc., suivent le dossier de près.

Nucléaire : Nicolas Sarkozy étudie des partenariats pour Areva

Quelques jours après l'annonce de sortie de Siemens de sa filiale commune avec Areva, Nicolas Sarkozy a annoncé vendredi, sur le chantier de l'EPR de Flamanville, une réflexion sur la filière nucléaire française.

« Je souhaite que l'Etat réfléchisse aux partenariats industriels qui seraient les plus profitables à Areva », a déclaré le président de la République au cours d'un discours très volontariste sur la politique énergétique. La ministre de l'Économie et des Finances, Christine Lagarde, et le ministre de l'Écologie et de l'Énergie, Jean-Louis Borloo, y travaillent, a-t-il ajouté. « C'est une réflexion qui ne s'improvise pas, qui prendra quelque temps, mais je souhaite qu'elle aboutisse prochainement parce qu'elle est désormais nécessaire. »

Le chef de l'État, qui a notamment justifié la construction du deuxième EPR français par sa volonté d'exporter de l'électricité, s'exprimait devant des salariés et une brochette de patrons de la filière : Pierre Gadonneix, le pré-

sident d'EDF, Anne Lauvergeon, son homologue d'Areva, Martin Bouygues, le patron du groupe de BTP, Patrick Kron, celui d'Alstom. Citant ces entreprises, ainsi que le pétrolier Total et l'énergéticien GDF Suez, il a déclaré : « Il faut maintenant qu'ils travaillent tous ensemble. Il y a le monde à conquérir en matière énergétique. » Sans pour autant délaisser les énergies renouvelables, Nicolas Sarkozy estime que la France se doit de défendre son leadership dans le nucléaire.

La refonte de la filière qu'il prépare pourrait prendre différentes formes et, pour le moment en tout cas, les choses paraissent ouvertes. Prudent, le chef de l'État ne s'est engagé sur aucun schéma particulier. Mais il a affiché un soutien de taille pour Areva et sa stratégie intégrée, qui part de l'uranium, passe par la fabrication du combustible et des réacteurs, et se termine par le retraitement. « Je soutiens totalement l'engagement d'Areva d'investir dans ces activités », a-t-il affirmé. Sa déclaration peut s'interpréter comme un soutien



Anne Lauvergeon, Nicolas Sarkozy et Pierre Gadonneix, vendredi à Flamanville.

aux besoins du groupe nucléaire, qui ignorait jusqu'ici si son actionnaire public allait valider ses lourds projets d'investissements.

Un statu quo non exclu

Le rôle des uns et des autres dans cette refonte éventuelle est difficile à prévoir, et un statu quo ne peut pas être exclu. Alstom lorgne sur Areva, particulièrement pour ses activités de réacteurs et de transport et distribution d'électricité. Mais l'appétit de son action-

naire, Bouygues, semble moins important qu'il y a quelques mois. De son côté, EDF suit le dossier de près et veut préserver sa coopération avec Areva. Anne Lauvergeon, elle, prône avant tout une augmentation de capital pour assurer sa croissance. Faute de pouvoir faire appel aux marchés, elle estime que l'État est le plus à même d'y répondre. Une solution qui pourrait satisfaire tout le monde. Dans un premier temps.

THIBAUT MADELIN (À FLAMANVILLE)



Le chef de l'État cherche un partenaire pour Areva

En visite sur le chantier du réacteur nucléaire de Flamanville, Nicolas Sarkozy milite pour qu'un ou des industriels épaulent rapidement Areva.

Flamanville

UNE SEMAINE exactement après l'annonce par l'Élysée de la construction d'un deuxième EPR – le réacteur nucléaire de nouvelle génération –, le président s'est rendu hier à Flamanville (Manche), où est édifié actuellement le premier EPR. Objectif : affirmer haut et fort la nécessité d'une politique énergétique ambitieuse, illustrée au premier chef par le soutien à la filière nucléaire.

« Un EPR, c'est environ 12 milliards de kilowattheures, produits par an, soit, au prix du marché européen, 600 millions d'euros d'exportation. J'attends de voir celui qui me dira que nous n'en avons pas besoin », a lancé Nicolas Sarkozy qui a redit que le lancement d'un troisième EPR est sérieusement envisagé, même si aucune échéance n'a été communiquée.

Dans son intervention, le chef de l'État a salué les compétences d'EDF et d'Areva, les deux opérateurs nucléaires français par excellence, mais a aussi tenu à ne pas écarter GDF Suez, qui sera associé au projet du deuxième EPR de Penly (même si EDF en assurera le pilotage). « Doit-on refuser à GDF Suez le droit, sur les marchés internationaux, d'exporter la technologie française de l'EPR et d'appuyer ainsi les efforts d'exportation d'Areva, avec tous les emplois qui vont avec ? »

Areva justement. Depuis plusieurs mois, l'avenir du groupe français, qui a un urgent besoin de

moyens financiers, alimente les scénarios au sommet de l'État. Un dossier d'autant plus brûlant que l'allemand Siemens, partenaire de longue date d'Areva, vient de décider de sortir de leur filiale commune, Areva NP, en charge de la construction des réacteurs.

Investir dans le renouvelable

Hier, si Nicolas Sarkozy a vanté le modèle intégré d'Areva – présent de la mine d'uranium au recyclage des déchets –, il a souligné aussitôt que le redécollage du nucléaire dans le monde ne permettait pas « d'être en retard dans l'investissement ». Autrement dit, Areva doit disposer d'une force de frappe accrue et « la réflexion sur les partenariats industriels les plus profitables pour l'entreprise doit aboutir prochainement ». Qui d'Alstom, de

Total, ou encore d'EDF, est le plus susceptible de pouvoir ainsi épauler Areva ? Le chef de l'État n'en a pas dit plus. Une certitude toutefois : la France doit se donner tous les moyens nécessaires « pour conquérir le monde de l'énergie ».

Pour autant, aux yeux du président, l'atome civil n'est pas tout. Et de mettre en relief une stratégie industrielle dans les énergies renouvelables, domaine où la France a pris du retard. Un cap chiffré a été assigné par Nicolas Sarkozy : d'ici à 2020, près de 90 milliards d'euros devront être investis « pour doter notre pays des éoliennes, des centrales solaires, des chaufferies au bois et de tous les équipements du logement à partir d'énergies renouvelables ».

FRÉDÉRIC DE MONICAULT



Chantier du réacteur nucléaire à Flamanville (Manche). Après l'annonce de la construction d'un deuxième EPR, le lancement d'une troisième centrale est sérieusement envisagé. Bassignac/Le Figaro



Sarkozy cherche des partenaires industriels pour Areva

Hier, à Flamanville, le chef de l'État a relancé le **DOSSIER DE L'ÉVOLUTION DU CAPITAL DU GROUPE NUCLÉAIRE**. Il juge cette réflexion nécessaire et souhaite qu'elle aboutisse rapidement.

PAR MARIE-CAROLINE LOPEZ

Areva doit avoir les capacités d'investir dans la relance de l'énergie nucléaire au niveau mondial », a déclaré hier Nicolas Sarkozy, en visite sur le chantier français de l'EPR à Flamanville (Manche). « Nous allons réfléchir aux partenariats industriels qui seraient les plus favorables à Areva. C'est une réflexion qui ne s'improvise pas, qui prendra quelque temps mais je souhaite qu'elle aboutisse prochainement parce qu'elle est désormais nécessaire », a déclaré le président de la République.

Ces propos ont dû plonger Anne Lauvergeon, qui était présente, dans des sentiments mêlés. D'un côté, le chef de l'État a reconnu la nécessité de renforcer les moyens du groupe. Cette demande, martelée par la présidente d'Areva depuis des années, avait pris un caractère plus aigu cette semaine. Le conseil de surveillance extraordinaire du groupe n'a pas pu valider les 2,5 à 3 milliards d'investissements prévus en 2009 faute de financement. En revanche, la perspective de se voir doter « rapidement » de « partenaires industriels » ne l'a sans doute pas rassurée.

■ L'OPTION ALSTOM RELANCÉE

Énoncée devant Martin Bouygues et Patrick Kron, cette phrase de Nicolas Sarkozy semble remettre en piste le scénario de fusion avec Alstom, sous la houlette de son actionnaire principal Bouygues. Ce schéma, auquel Anne Lauvergeon reste opposée mais qui a la préférence de l'Élysée, est largement facilité par la sortie de Siemens du capital d'Areva NP. « Le retrait surprise du grand concurrent d'Alstom ouvre un boulevard à Bouygues, qui reste très intéressé par le nucléaire », affirme un proche du groupe de BTP.

Areva a évidemment une tout autre interprétation. « Nicolas Sarkozy vient d'écarter la piste Alstom qui mènerait à la constitution d'un conglomérat », se réjouit-on en interne. Anne Lauvergeon préférerait renforcer les liens avec des industriels « amis ». Total, qui détient 1 % d'Areva, répète qu'il veut éviter les simples participations financières. Areva a déjà fait des appels du pied à son partenaire Mitsubishi, qui ne s'est jamais exprimé sur le sujet. Quant à EDF, actionnaire à 2,42 % d'Areva, il est son premier client, mais en concurrence avec la plupart des autres clients du groupe.

Quels que soient les « partenaires » et le schéma retenus, il faudra attendre au moins

la fin de la négociation entre Areva et Siemens sur le prix des 34 % d'Areva NP, estime un banquier proche du dossier. Difficile pour l'État de valoriser Areva afin d'orchestrer un rapprochement avec un industriel tout en négociant, cette fois à la baisse, les titres Areva à racheter à Siemens. Chez Bouygues et Alstom, en coulisse, on se positionne déjà en négociateur. « On est toujours intéressé mais pas à n'importe quel prix. On ne connaît même pas l'ampleur du désastre finlandais », lance-t-on chez Alstom.

■ INVESTISSEMENTS 2009

En attendant, Areva devra peut-être revoir à la baisse les investissements 2009, qui portent pour moitié sur les nouvelles usines du Tricastin et de Pierrelatte et pour 40 % sur des mines d'uranium. Il faudra peut-être aussi alléger certaines lignes de son portefeuille (Safran, Total et GDF-Suez...). À moins que l'État ne fournisse une rallonge, notamment en renonçant à une partie de ses dividendes. Pour boucler 2009, on tablait jusqu'à hier chez Areva sur des économies (500 millions d'euros) et sur une injection de l'État, éventuellement via le nouveau Fonds stratégique d'investissement (FSI). L'Élysée martèle que « la vocation de ce fonds n'est pas de renflouer des sociétés publiques ». Mais certains notent que Patricia Barbizet, à la tête

du FSI, et Anne Lauvergeon siègent ensemble au conseil d'administration de Total.

Dans tous les cas, la cession de l'activité transport et distribution d'Areva, valorisée entre 5,6 et 8 milliards d'euros, est évoquée. Alstom, qui l'avait vendue en 2004 pour éviter la faillite, s'en réjouit d'avance. Une consolation pour Anne Lauvergeon : Nicolas Sarkozy a vanté hier, dit-on, le modèle intégré d'Areva (de l'uranium au retraitement). Or ce modèle serait menacé par une fusion avec Alstom. ■



Le président de la République était hier en visite sur le chantier français de l'EPR à Flamanville (Manche).

LE NUCLÉAIRE SE RÉVEILLE DANS LE MONDE

UN 3^e EPR EN FRANCE. Nicolas Sarkozy a confirmé hier qu'il envisageait la construction d'un troisième EPR en France, une semaine après avoir lancé le deuxième à Penly. Avant-hier, c'est la Suède qui revenait sur sa décision de fermer progressivement ses dix réacteurs nucléaires. Elle va au contraire remplacer les centrales en fin de vie. Mercredi, la Chine annonçait une accélération de son programme, en portant de 60 à 72 GW ses objectifs à 2020 (contre une puissance installée de 9 GW aujourd'hui). Le même jour, l'Inde signait un protocole avec Areva pour 2 EPR en 2016 et éventuellement 4 plus tard. Mi-janvier, sous le coup de la crise du gaz russe, la Pologne et la Slovaquie lançaient officiellement des projets de nouveaux réacteurs. Ce sera la première centrale nucléaire de la Pologne.



M. Sarkozy veut faire de l'énergie un moteur de la reprise

Le nucléaire, l'éolien et le solaire doivent permettre de développer l'emploi industriel en France

Le président de la République s'est rendu à Flamanville (Manche), vendredi 6 février, pour visiter « l'appartement témoin du nucléaire de troisième génération ». C'est ainsi que Nicolas Sarkozy a qualifié le premier EPR construit par EDF sur le territoire français. Et c'est parce que ce chantier « donne toutes les assurances d'aboutir dans les délais » [en 2012], a-t-il ajouté, qu'il a pu décider de lancer la construction d'un deuxième EPR, sur le site de Penly (Seine-Maritime), à partir de 2012 (*Le Monde* du 3 février).

M. Sarkozy attend du secteur de l'énergie (nucléaire, renouvelables), plus résilient que d'autres à la crise, « qu'il soit le moteur de la reprise, en préparant l'avenir ». L'avenir, à ses yeux, c'est d'abord le nucléaire, symbole du maintien en France d'une « industrie puissante et innovan-

te ». L'EPR, c'est aussi un élément de la sécurité énergétique. A partir de 2017, date de mise en service prévue de l'EPR de Penly, certaines centrales actuelles auront quarante ans, et il n'est pas certain que l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) accepte d'en prolonger l'exploitation. L'EPR (1 650 mégawatts) fournira la « marge de sécurité » nécessaire en cas de fermeture de vieilles unités.

Flamanville et Penly permettront aussi d'entretenir les compétences dans la perspective d'un « grand renouvellement » du parc en 2020-2030, a déclaré M. Sarkozy. Et d'exporter du courant. Le jour où les Douanes annonçaient un déficit record (55,7 milliards d'euros) du commerce extérieur en 2008, il a indiqué qu'« un EPR, c'est 600 millions d'exportations » par an.

M. Sarkozy a justifié la présence de GDF Suez à Penly en soulignant

que « la France a un deuxième énergétique de rang mondial » et « un exploitant reconnu de centrales nucléaires » (sept réacteurs en Belgique). Quant aux « partenariats industriels les plus profitables à Areva », ils font l'objet d'une réflexion gouvernementale qui doit aboutir « prochainement, parce qu'elle est désormais nécessaire ».

Engagements européens

Le chef de l'Etat a souligné que « ce n'est pas parce que la France est le champion du nucléaire qu'elle doit être la lanterne rouge des renouvelables ». Ce qu'elle est dans l'éolien et le solaire, où elle a laissé ces filières créatrices de richesses et d'emplois aux Danois, aux Allemands, aux Espagnols et aux Californiens. Or la France devra respecter ses engagements européens et assurer 23 % de sa consommation à

partir de sources d'énergie renouvelables en 2020, soit l'équivalent de la production de onze EPR. Il s'agit, selon lui, d'« une révolution énergétique ».

M. Sarkozy a plaidé pour « une véritable stratégie industrielle française de développement des énergies renouvelables ». Le marché est considérable, puisque « 90 milliards devront être investis d'ici à 2020 », surtout par le privé et les particuliers. Il est « stratégique », à ses yeux, que ces sommes « bénéficient le plus largement possible à notre industrie et à nos emplois ». Le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) devra « orienter son action plus massivement vers les énergies nouvelles ». Et EDF et GDF Suez renforcer leurs efforts de recherche et développement dans ce domaine. ■

Jean-Michel Bezat

Energie

Sarkozy n'exclut pas un troisième réacteur nucléaire EPR

FLAMANVILLE (MANCHE)

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

ALORS QUE la crise bat son plein, que notre commerce extérieur affiche un déficit record de 55,7 milliards d'euros, Nicolas Sarkozy, en visite, hier, sur le site du réacteur nucléaire de troisième génération EPR, l'a réaffirmé : l'avenir de la France passe plus que jamais par le nucléaire. Accompagné de Christine Lagarde, sa ministre de l'Economie, mais aussi de « son frère » Martin Bouygues (le leader du BTP participe à la construction de la centrale de Flamanville), Pierre Gadonneix (EDF), Patrick Kron (Alstom) et Anne Lauvergeon (Areva), le chef de l'Etat a confirmé que si, la décision d'un deuxième EPR (à Penly en Seine-Maritime) avait déjà été prise, il n'était pas exclu qu'il y en ait un troisième.

« S'il le faut, on le décidera », a-t-il répété. Car, selon lui, l'objectif n'est pas seulement de remplacer un parc nucléaire vieillissant et de trouver une alternative au pétrole et au gaz. Il s'agit également de sauvegarder un savoir-faire qui a fait des Français les numéros un mondiaux du secteur. Un EPR, « c'est 600 millions d'euros d'exportations. J'attends celui qui me dira que nous n'en avons pas besoin », a justifié le chef de l'Etat. Et d'ajouter : « Nous avons GDF-Suez, Total, Areva, Alstom. Il faut montrer qu'on travaille ensemble. La France a le monde à conquérir. » Sous-entendu : ces groupes concurrents devront mettre de côté leurs différents au nom de l'intérêt national.

Autre défi à relever : celui des énergies renouvelables. D'après le président, « 90 milliards d'euros » devraient être

investis d'ici à 2020 dans les éoliennes, les centrales solaires, les chaufferies au bois, etc. Le hic, c'est que cet argent n'est pas supposé sortir des caisses de l'Etat mais de la poche d'« investisseurs privés ou de particuliers ». Ce qui rend ces prédictions très optimistes.

Malgré tout, les cadres devant lesquels Nicolas Sarkozy s'est exprimé ont plutôt été séduits par ce discours volontariste à l'accent patriotique. « Ça nous garantit du travail pour les années à venir », comprend Thomas, 26 ans, qui travaille sur la sécurité du site. Même son de cloche chez Mo-

hammed, originaire de Toulouse (Haute-Garonne), qui, lui, se voit déjà travailler sur le chantier du deuxième EPR « une fois sa mission achevée ici ». Il reste les ouvriers. Parmi ceux qui œuvrent à Flamanville, il y a de nombreux intérimaires. C'est le cas d'Anthony. Ce peintre gagne « 1 800 € brut par mois ». Comme tous, il a entendu le chef de l'Etat prendre des engagements. Notamment en ce qui concerne le « partage des profits et le pouvoir d'achat ». Mais de « là à ce que ça se concrétise », il ne se fait aucune illusion.

OLIVIER BACCUZAT



FLAMANVILLE (MANCHE), HIER. Le chef de l'Etat visite le chantier EPR en compagnie de Pierre Gadonneix (EDF) et d'Anne Lauvergeon (Areva). (PHOTOPOR/«QUEST-FRANCE»/JEAN-YVES DESFOUX.)



Christophe de Margerie

Le directeur général de Total souhaite obtenir une participation à deux chiffres dans le deuxième EPR français.

« Nous voulons exploiter des centrales nucléaires »

Après une année durant laquelle le pétrole a joué aux montagnes russes, comment voyez-vous évoluer le prix du baril ?

L'Opep a fait son travail. Dans un marché qui ne se contente plus de paroles mais qui veut des preuves, les pays producteurs sont passés des paroles aux actes. La baisse des quotas annoncée a été réalisée à 90 %, la production a été abaissée de 4,2 millions de barils par jour. Cela a permis de stabiliser les prix. Résultat, depuis un mois environ, le baril oscille entre 40 et 44 dollars. La chute des prix qui nous a entraînés de 147 dollars l'été dernier jusqu'à 34 dollars a été stoppée. Reste à voir quel sera réellement l'impact de la crise économique sur les prix du brut. Cette situation va inévitablement peser sur la demande mondiale. En décembre dernier, la Chine n'a quasiment pas acheté de pétrole, c'est un signe ! La volatilité va sans doute perdurer mais à court terme nous pourrions retourner vers les 50 dollars. Et à 60 dollars à un peu plus long terme.

Pourquoi les prix remonteraient-ils dans un contexte de crise ?

La crise et la baisse du prix du baril risquent de peser sur la production mondiale de pétrole. Avec des prix trop bas qui freinent les investissements, les capacités de production finiront par se rapprocher de la demande. Mais quand il faudra redémarrer, il ne suffira pas simplement de « rouvrir le robinet » : les capacités de production risquent d'être insuffisantes. Cela dit, indépendamment de l'évolution de l'offre et de la demande, la crise financière limite les marges de manœuvre des « spéculateurs », ce qui pourrait contribuer à éviter une nouvelle flambée des prix.

Quel diagnostic portez-vous sur l'ampleur et la durée de cette crise économique mondiale ?

Nous ne connaissons ni la profondeur ni la durée de cette crise. Nous savons simplement que la sortie de crise se fera grâce aux Etats-Unis et à la Chine. Ce rebond n'interviendra pas grâce à l'un ou à l'autre de ces pays mais grâce aux deux. Dans ce contexte, il est un peu inquiétant de voir que la Chine a nettement plus souffert de la crise économique que beaucoup ne le pensaient. La capacité du pays à maintenir sa croissance par la consommation intérieure a également du mal à se mettre en œuvre. En ce qui concerne les Etats-Unis, ont-ils déjà touché un point bas ? Pour l'instant, ils ont pris le parti d'annoncer une sortie de crise vers la fin 2009, début 2010. Quant au modèle social européen, il tente d'amortir la crise avec des mesures de motivation salariale et

de chômage partiel en cas de nécessité alors qu'aux Etats-Unis comme on le constate par exemple dans le golfe du Mexique, les mesures de licenciements sont immédiates avec une montée du chômage plus brutale mais une reprise sans doute aussi plus rapide.

Total va annoncer de bons résultats jeudi prochain. Ne craignez-vous pas de devoir de nouveau justifier ces profits que certains jugeront exorbitants ?

Doit-on s'attrister qu'une société affiche de bons résultats et un bilan solide dans une période de crise ? Non, ces résultats constituent une bonne nouvelle. Il serait naïf, voire idiot, de s'en offusquer. Qui plus est, ces profits viennent d'une année qui précède la crise. Sur l'ensemble de l'année 2008, le prix du baril s'est établi à 97 dollars. Les profits des compagnies pétrolières seront nettement plus modestes en 2009. Globalement, nous avons pris la décision de maintenir nos investissements, ce qui signifie que rapporté à nos résultats l'effort sera plus important. Certains d'entre eux vont simplement être décalés du fait de partenaires financièrement plus fragiles avec lesquels nous sommes associés pour l'exploitation de gisements pétroliers. Le volume des investissements restera sensiblement le même, mais la baisse des prix des matières premières, par exemple, nous permettra d'en réduire le montant. Nous devons adapter nos coûts de production au prix du baril.

La crise pourrait-elle favoriser une consolidation dans le secteur pétrolier ?

Si des consolidations devaient se produire, cela ne serait pas lié à la crise, mais aux effets d'échelle que l'on pourrait obtenir, aux capacités de recherche et de technologie que l'on pourrait développer. Aujourd'hui, nous n'en ressentons pas la nécessité. Les périodes de crise ne constituent pas le meilleur moment pour de grands regroupements car il n'y a pas de consensus sur la valorisation des actifs. Notre objectif consiste à maintenir notre politique d'investissements, tout en conservant une liquidité suffisante, ce qui donne la priorité pour toute opportunité nous permettant de réduire les coûts galopants de nos projets. C'est une réflexion que l'on mène notamment au Canada. Dans cette région, c'était jusqu'à présent le règne du « chacun pour soi ». Aujourd'hui, la baisse des prix du pétrole nous pousse à mutualiser nos moyens avec d'autres acteurs pour créer des synergies. Cela s'appelle une restructuration industrielle...

Quel sera selon-vous l'impact de la crise sur

les « nationalismes pétroliers » ?

La crise peut modifier les comportements dans un sens comme dans un autre. Dans ce type de situation, le risque est d'assister à un repli sur soi-même et à la multiplication des mesures protectionnistes, comme celles consistant à durcir la fiscalité pétrolière par exemple. A nous de faire en sorte que la tendance naturelle aux nationalismes ne l'emporte pas. Avec la crise du crédit et les difficultés de financement rencontrées par de nombreux pays, notre bonne santé nous donne un atout supplémentaire. Mais nous ne devons pas nous dire que le temps travaille pour nous. Sachons rester proactifs et force de proposition dans cette période difficile, sinon le risque est grand que la situation ne se retourne à notre désavantage.

Total a annoncé sa volonté de participer au deuxième EPR français. Mais quelles sont vos réelles ambitions dans le nucléaire ?

Nous avons clairement la volonté d'acquiescer un savoir-faire dans le domaine du nucléaire afin de pouvoir devenir un jour un véritable acteur dans l'exploitation de centrales. Dans ce cadre, il était logique de reproduire le même partenariat que nous avons développé avec GDF Suez à Abu Dhabi pour l'appel d'offres lancé pour la construction de réacteurs EPR. Pour cette raison, nous aurions préféré que la construction du deuxième EPR soit confiée à GDF Suez, mais nous entendons pleinement nous investir avec eux dans ce projet, dont EDF sera l'opérateur.

Quelle vont être la nature et le montant de votre contribution ?

Nous ne voulons pas être qu'un partenaire financier dans ce nouvel EPR. Certes, nous souhaiterions une participation significative, une participation à deux chiffres. Mais nous sommes aussi des industriels et notre souhait est qu'EDF nous donne la possibilité de participer de façon active à la construction du deuxième EPR français, en nous permettant par exemple de mettre des équipes à disposition du projet. Ce secteur commence à manquer de ressources humaines. Sachons utiliser les forces vives de tous les partenaires ; nous avons une expérience reconnue des grands projets industriels de plusieurs milliards d'euros... même si cela n'est pas dans le nucléaire !

Souhaitez-vous monter en puissance dans le capital d'Areva dont vous contrôlez aujourd'hui 1 % du capital ?

Nous pouvons aider Areva, mais pas dans le cadre d'une approche patrimoniale. Ce n'est pas le rôle d'une entreprise comme Total d'être minoritaire au capital de sociétés qui sont amenées à devenir nos fournisseurs. Cela pourrait créer des conflits d'intérêts. C'est une bonne relation client fournisseur qui sera la meilleure preuve de notre soutien.

Quel est le prix du baril de pétrole dont vous avez besoin pour rentabiliser vos projets ?

A long terme, et même à moyen terme, un

baril à 40 dollars n'est pas viable pour l'industrie. Le prix du baril actuel suffit pour la quasi-totalité des projets lancés dans le passé, lorsque les coûts de production étaient bien inférieurs à ceux de maintenant. Très peu de projets d'aujourd'hui sont rentables à 40 dollars. Ils ne peuvent être développés dans de bonnes conditions qu'avec un baril proche de 80 dollars. Certes, la crise économique va contribuer à diminuer nos coûts. Pour des projets très complexes nous aurons même besoin d'un prix supérieur à 80 dollars pour investir, d'autant plus qu'ils intègrent d'importantes dépenses pour lutter contre le réchauffement climatique.

Le procès de l'explosion de l'usine AZF va s'ouvrir le 23 février. Quelles leçons avez-vous tirées de cet accident industriel ?

Tout d'abord, on ignore s'il s'agit ou non d'un accident.

Cette tragédie est toujours vivante dans nos esprits. 30 personnes y ont trouvé la mort dont 21 parmi nos collaborateurs. Sans attendre le procès, nous avons versé plus de 2 milliards d'euros d'indemnisation aux victimes et à tous ceux qui ont subi des préjudices. Nous savons bien que l'argent ne répare pas tout et nous souhaitons comme l'ensemble des victimes qu'à l'occasion de ce procès la vérité puisse être trouvée. Ce qui est insupportable, c'est l'incapacité à comprendre ce qui s'est passé et qu'à ce jour aucune explication plausible de cette tragédie n'a pu être donnée.

PROPOS RECUEILLIS PAR NICOLAS BARRÉ,
DAVID BARROUX ET EMMANUEL GRASLAND

Son parcours

Agé de cinquante-sept ans et diplômé de l'ESC Paris, Christophe de Margerie rejoint Total en 1974, où il intègre la direction financière. Il supervise ensuite le financement des filiales exploration-production entre 1982 et 1986, avant de devenir trésorier du groupe, puis directeur financier de Total Trading et Moyen-Orient en 1990. A quarante-quatre ans, il prend la direction de la zone Moyent-Orient et entre en 1999 au comité exécutif. Trois ans plus tard, il est nommé directeur général de la branche exploration-production. Le 13 février 2007, il devient directeur général de Total.

Son actualité

Total devrait annoncer jeudi prochain de bons résultats financiers pour l'ensemble de son exercice 2008. L'effondrement du prix du baril et sa forte volatilité, ces derniers mois, marquent néanmoins la fin d'une époque dorée pour le pétrolier français. L'ampleur de la crise économique va entraîner un affaiblissement de la demande mondiale de pétrole.

Date: 09/02/2009

OJD: 121630

Page: 13

Edition:(FR)

Suppl.:

Rubrique:

LesEchos
LE QUOTIDIEN DE L'ECONOMIE





Bruno Lévy

Total affiche de nouvelles ambitions nucléaires

Lire page 21

et L'Entretien du lundi avec
Christophe de Margerie page 13

Total : une stratégie nucléaire de plus en plus ambitieuse

Le nucléaire fait partie des nouvelles demandes des pays producteurs de pétrole. Pour Total, cette technologie fait figure de contre-partie intéressante à l'exploitation des hydrocarbures.

Un an après avoir signé un partenariat avec GDF Suez et Areva pour un projet de centrale aux Emirats arabes unis, le pétrolier français a franchi une nouvelle étape dans son discours sur le nucléaire. « *Nous avons clairement la volonté d'acquiescer un savoir-faire (...) afin de pouvoir devenir un jour un véritable acteur dans l'exploitation de centrales* », explique aux « Echos » son directeur général, Christophe de Margerie (lire page 13). En décembre 2007, le groupe s'était contenté de souligner qu'il ne pouvait être « *absent du nucléaire* ». Voilà maintenant qu'il indique ce qu'il vise exactement. La déclaration tombe à pic au moment où se négocient les participations dans le deuxième EPR français.

Pour Total, l'atome s'inscrit à merveille dans la stratégie du « *donnant-donnant* » prônée par Christophe de Margerie avec les pays producteurs de pétrole. C'est

une démarche de long terme, qui constitue une contre-partie industrielle intéressante à l'exploitation de leurs hydrocarbures. Total met d'ailleurs en œuvre cette stratégie dans le gaz depuis longtemps. Le groupe possède ainsi des participations dans deux centrales à Abu Dhabi et en Thaïlande, et travaille sur deux projets au Nigeria avec la compagnie pétrolière nationale.

Autre avantage : dans le Golfe, la mise en service de centrales pourrait permettre de libérer des volumes de gaz pour l'exportation, en comblant une partie des besoins énergétiques de la région. En dépit de leurs réserves, les Emirats arabes unis importent aujourd'hui du gaz du Qatar. Mais les ambitions de Total dans le nucléaire ne se limitent pas forcément aux pays du Golfe. « *Il s'agit aussi de préparer l'après-pétrole et de proposer une solution énergétique complète aux pays européens* », estime Denis Florin, « *managing director* » chez BearingPoint.

Peu de moyens

Reste à convaincre de la crédibilité de cette stratégie. Total dispose d'une poignée d'experts dans le nucléaire. Ce groupe de

96.000 salariés a mis des gens brillants sur le sujet, mais bien peu de moyens. Difficile dans ce contexte d'imaginer une montée en puissance sans opération de croissance externe. D'autant que ces dernières années, Total s'est plutôt désengagé de la production d'électricité.

Au début des années 2000, le groupe avait acquis plusieurs installations en Argentine d'une puissance globale de 4.200 MW. Il détenait aussi une participation de 40 % dans une centrale à cycle combiné opérée par Centrica en Grande-Bretagne. Mais l'ensemble a été vendu en 2005 et 2006. « *Total dispose d'activités de trading dans le gaz et l'électricité, mais nous ne les voyons pas aller vers la vente de détail* », ajoute Colette Lewiner, vice-présidente en charge de l'énergie chez Capgemini.

En interne enfin, le discours de Total sur le nucléaire a du mal à passer. Le décalage entre l'ampleur médiatique du sujet et sa réalité dans l'entreprise suscite des interrogations, voire parfois une certaine irritation chez les « *vieux briscards* » du pétrole.

EMMANUEL GRASLAND



Energie

GDF-Suez en lice pour le nucléaire brésilien

LE PDG de GDF-Suez Gérard Mestrallet et le président Lula ont entamé jeudi des pourparlers sur l'implantation de nouveaux réacteurs au Brésil, à l'occasion de l'inauguration d'un barrage hydroélectrique bâti par Suez (*photo ci-contre*) dans le centre du pays. Le plan de développement énergétique initié par Brasilia passe par une relance du nucléaire. Lula serait tenté de privilégier les technologies françaises. Un réacteur d'Areva, actuellement en pièces détachées, attend depuis de nombreuses années d'être monté

sur le site d'Angra, au sud de Rio.

En France, GDF-Suez participera au futur EPR (réacteur de dernière génération) de Penly, en Normandie, aux côtés d'EDF. Le groupe a accueilli avec satisfaction le discours de Nicolas Sarkozy, vendredi à Flamanville, du premier EPR d'EDF. Le président de la République a confirmé qu'une troisième centrale de ce type serait érigée, en marquant un soutien appuyé à GDF-Suez. L'entreprise dispose d'ores et déjà de terrains adéquats au bord du Rhône.

N.P.



Gérard Mestrallet (à droite) avec le président Lula (au centre) et Marcelo Miranda, gouverneur de l'Etat du Tocantins (Brésil), lors de l'inauguration, jeudi, d'un barrage hydroélectrique construit par Suez.



Raray

L'affaire de la centrale au gaz contraint l'adjoint à la démission

LE PREMIER ADJOINT au maire de Raray, Bruno Lagache, a été contraint de démissionner du conseil municipal. Cela s'est passé plutôt discrètement fin janvier. La faute au projet de centrale de production électrique au gaz naturel de Direct Energie sur la commune voisine de Verberie, mais sur ses terres. L'agriculteur, propriétaire du terrain convoité, avait signé un compromis de vente. Un acte qui a mis le feu aux poudres.

Le projet est sujet aux tensions depuis septembre 2008, quand Direct Energie a commencé sa campagne de communication auprès de la communauté de communes de la Basse Automne. Depuis, deux camps s'opposent : les pro et anti-centrale. La fronde prend de l'ampleur, l'association contestataire de Saint-Vaast-de-Longmont gagne chaque jour des adhérents, les associations écologiques s'en mêlent,

tout comme les politiques.

La situation est donc tendue pour Bruno Lagache à Raray. « Près 92 % des habitants du village sont contre le projet de centrale et lui est pour », constate le maire, Jean-Marc de la Bédoyère. « Or, le premier adjoint a des fonctions importantes et se doit de représenter l'opinion générale de sa commune. Il peut agir sur délégation et il était aberrant qu'il conserve son poste en de pareilles circonstances. » L'élu a donc été poussé à la démission.

« Je suis partie prenante car je suis le propriétaire du terrain »

Bruno Lagache, contacté, confirme et s'explique : « Je suis quelqu'un de raisonnable. Je l'ai fait pour apaiser les esprits au sein du conseil. Je suis

partie prenante car je suis le propriétaire du terrain, je ne peux pas le nier. Et je suis le seul à avoir un avis plutôt positif sur cette centrale. J'ai donc décidé, à la demande des autres élus, de quitter le poste que j'occupais depuis deux mandats. »

Malgré la forte divergence qui l'oppose à l'ensemble du conseil municipal, Bruno Lagache espère rester conseiller municipal. Le maire ne s'y oppose pas. « Il a démissionné, mais il pourra rester dans le conseil. Nous attendons la décision du préfet qui est tenu de valider ou non sa démission. » Quoi qu'il en soit, Bruno Lagache envisage toujours de vendre son terrain à Direct Energie si le producteur obtient toutes les autorisations nécessaires à la construction de la centrale sur les hauteurs de la commune.

STÉPHANIE FORESTIER

MARCHE



La Suède lève son moratoire sur la construction de centrales nucléaires

Le gouvernement de centre droit prévoit de remplacer les réacteurs en fin de vie

Stockholm

Correspondance

La Suède a annoncé, jeudi 5 février, qu'elle levait son moratoire sur la construction de nouvelles centrales nucléaires. Alors que le pays avait été jusqu'à présent à l'avant-garde du démantèlement de son parc nucléaire, le gouvernement de centre-droit a opéré un brusque retournement de position : il a décidé d'en autoriser la construction, mais uniquement pour remplacer les anciennes. Le plan suédois prévoit aussi de miser sur les énergies renouvelables, éolienne surtout.

Il s'agit d'un « accord historique », a annoncé le premier ministre conservateur Fredrik Reinfeldt, en ajoutant que les quatre partis de la coalition de centre-droit s'étaient mis d'accord pour lever le moratoire. « Un sabotage », a rétorqué Peter Eriksson, porte-parole des Verts, qui constate que cet accord remet en question « les projets d'investissements qui existent dans les énergies renouvelables ».

La question nucléaire pèse depuis longtemps dans le débat suédois. À l'issue d'un référendum disputé en 1980, organisé après l'accident de la centrale nucléaire Three Mile Island aux États-Unis en 1979, la construction des centrales nucléaires avait été tolérée à condition qu'elles soient démantelées, au plus tard, en 2010, date fixée par le Parlement, c'est-à-dire à l'issue de la durée de vie des réac-

teurs que l'on estimait alors à vingt-cinq ans. Douze réacteurs ont été construits dans quatre centrales. Mais le débat n'a jamais cessé, sous

En dépit de sa réputation de nation écologiste, la Suède a peu développé les énergies renouvelables

la pression des partis pro-nucléaires, et la durée de vie des réacteurs a été revue à la hausse. Selon Jan Björklund, actuel responsable du Parti libéral, le plus fervent militant de l'atome, le plus ancien des réacteurs en activité peut être opérationnel jusqu'en 2020.

Au cours de la décennie passée, la Suède, alors dirigée par un gouvernement social-démocrate, avait toutefois commencé à respecter son engagement. Premiers sur la liste, car situés juste en face de Copenhague, la capitale du Danemark, opposée au nucléaire, les deux réacteurs de la centrale de Barsebäck ont été fermés en 1999 et 2005. Depuis, plus rien.

Mais la discussion allait toujours bon train. L'idée était que les réacteurs suivants devaient être démantelés à un rythme tel que leur production d'électricité soit compensée par de nouvelles sources d'énergie. Mais en dépit de sa réputation de nation écologiste, la

Suède a peu développé les énergies renouvelables.

Aujourd'hui, 46 % de l'électricité provient de la production hydroélectrique mise en place depuis longtemps déjà et 42 % de l'industrie nucléaire. La part de l'éolien demeure marginale. Dans l'accord négocié entre les quatre partis de droite, au pouvoir de puis l'automne 2006, il est aussi prévu de développer la construction d'éoliennes.

La Suède prendra en juillet la présidence de l'Union européenne (UE) pour six mois, période durant laquelle se tiendra la conférence de l'après-Kyoto au Danemark. Elle espère ainsi « montrer la voie » à l'ensemble de l'UE, a indiqué le premier ministre suédois.

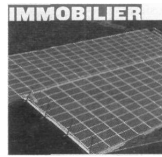
« Avec cet accord, nous allons avoir l'objectif climatique et énergétique le plus ambitieux d'Europe, et même du monde », a estimé Maud Olofsson, ministre de l'économie, présidente du Parti du centre, et la plus enthousiaste, sans doute parce que c'est elle aussi qui a le plus à perdre. Son parti avait été jusqu'à la caution verte du gouvernement de centre-droit et s'était historiquement toujours opposé au nucléaire. Son retournement est très critiqué dans son parti.

« Le nucléaire appartient au passé, mais nous n'avons pas besoin de nous précipiter pour démanteler les réacteurs restants », a déclaré Lars Ohly, président du Parti de gauche, dans l'opposition. Certains demandent un nouveau référendum. ■

Olivier Truc

Le toit de votre société peut rapporter gros

Des panneaux solaires qui produiront de l'électricité, un investissement rentable. **PAGE 14**



ÉNERGIE

Devenez producteur d'électricité

Les panneaux solaires permettent de produire de l'électricité revendue à un tarif très élevé et garanti sur vingt ans par l'État.

Devenir producteur d'électricité, c'est possible et même très rentable. Avec des rendements électriques de 12 % à 14 %, pour un investissement moyen de 500 à 600 euros par m², le photovoltaïque (PV) a de quoi séduire. La chasse est ouverte aux toitures les plus spacieuses (bâtiments agricoles, usines, supermarchés) et les mieux exposées. Mais en attendant que la R&D booste encore les rendements, l'astuce consiste à acheter l'électricité dont on a besoin et à revendre à EDF l'électricité solaire produite. Une revente dont le contrat

de vingt ans est garanti par l'État, à un tarif fixé par l'arrêté ministériel du 10 juillet 2006, indexé tous les ans sur la hausse sur l'indice industriel. Soit 60,176 cts par kWh aujourd'hui.

Vous n'avez pas les moyens d'investir dans le solaire ? Qu'à cela ne tienne, certaines sociétés s'en chargent pour vous. Il y a d'ailleurs deux approches. La financière tout d'abord. Le propriétaire de la toiture signe un bail de vingt ans et reçoit en cash, à la signature, la somme de 20 euros/m², puis un loyer annuel allant jusqu'à 2,5 euros/m². De son côté, la société qui loue promet à ses investisseurs « un

rendement annuel de 8 % à 9 % », précise Frédéric Errera, PDG de Solabios.

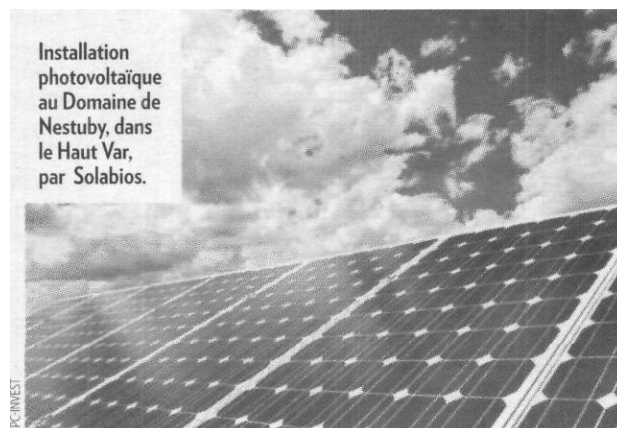
IMPÔTS RÉDUITS

Car dans le cadre de la loi Tepas, ces investissements sont mutualisés dans un holding et font l'objet d'une optimisation fiscale : 25 % de réduction d'impôt sur le revenu, soit 2.500 euros déduits de l'IR pour 10.000 euros investis ; ou bien 7.500 euros déduits dans le cadre de l'ISF. Sur cette niche, d'autres sociétés interviennent comme Solairedirect et Solactiva. Elles prennent en charge le dossier administratif, l'étude technique ainsi que

l'achat, l'installation et la maintenance du matériel PV. Au bout de vingt ans, le donneur à bail devient propriétaire de l'installation.

Dans la seconde approche, l'opérateur et le propriétaire se partagent les revenus au prorata de leurs investissements respectifs. « Dans les deux cas, il faut être prudent. Les opérateurs ont moins de deux ans d'existence. Seront-ils encore là dans vingt ans ? L'installation sera-t-elle opérationnelle ? » s'interroge Philippe Saint, agriculteur céréalier dans la Seine-et-Marne.

ERICK HAEHNSEN



Installation photovoltaïque au Domaine de Nestuby, dans le Haut Var, par Solabios.

Géraldine,

Le département Facility d'ADYAL prend en charge les services liés à la gestion d'un site : immobilier, équipement, services généraux... Cela nous permettrait d'optimiser nos coûts par poste de travail !!!

Qui'en penses-tu ? www.adyal.fr

INTERVIEW

PDG de Solairedirect



THIERRY LEPERCQ

Quelle est votre puissance de production d'électricité solaire ?

Nous construisons et exploitons des infrastructures photovoltaïques en réseau. De 20 m² sur un toit jusqu'à plusieurs hectares au sol. Comme cette installation de 4,2 MWc (mégawatts crête) sur 10 hectares qui est en train de voir le jour à Vinon-sur-Verdon (Var), avec Solairedurance, filiale commune de Solairedirect et de la Caisse des dépôts.

C'est le plus important parc solaire photovoltaïque en France. Au total, nous serons passés de 6 mégawatts crête en 2006 jusqu'à 200 mégawatts crête d'ici à la fin de l'année.

« Il faut baisser les coûts sans sacrifier la qualité »

À ce moment-là, le marché sera-t-il saturé ?

La marge de progression est énorme. L'enjeu, c'est l'industrialisation. Il faut baisser les coûts des produits et des installations, tout en maintenant les niveaux de qualité et de performance. On arrive au moment où il y a une surproduction massive de cellules photovoltaïques aux États-Unis, en Allemagne et en Chine. Nous avons sécurisé notre approvisionnement avec un contrat de 200 millions d'euros auprès de l'allemand Qcells, un des leaders mondiaux.

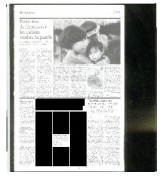
Comment garantir aux propriétaires que votre société sera là dans vingt ans ?

Nous comptons à notre capital social la Caisse des dépôts (via le fonds Demeter), Schneider Electric, la Macif et l'ensemble des mutuelles d'assurances. Cet actionnariat a une conviction : le développement à très grande échelle de cette industrie passe par cette vision à long et à très long terme.
PROPOS RECUEILLIS PAR E. H.

**6 Français sur 10 ne savent pas qu'ils peuvent changer de fournisseur !!!!!**

On n'y croit pas : plus d'un an après l'ouverture des marchés de l'énergie à la concurrence, six Français sur dix ne savent toujours pas qu'ils ont le droit de changer de fournisseur de gaz ou d'électricité !!! Tel

est le résultat d'un sondage LH2 commandé par la Commission de régulation de l'Energie (CRE). D'après cette étude, menée en novembre 2008 auprès de 1 502 foyers représentatifs et publiée jeudi, seuls 35% des foyers savent qu'ils peuvent choisir un autre fournisseur d'énergie qu'EDF ou GDF Suez, soit 4 points de plus qu'en 2007. En outre, comme en 2007, 8 foyers sur 10 ne connaissent pas la démarche à suivre pour changer de fournisseur d'énergie (il suffit souvent d'un simple appel téléphonique), note cette étude. Parmi l'ensemble des foyers, seuls 2% envisagent de changer de fournisseur dans les 6 mois à venir (taux identiques en 2007). Les fournisseurs alternatifs d'énergie continuent par ailleurs à souffrir d'un manque de notoriété, à l'exception de Poweo et Direct Energie. Les fournisseurs historiques, EDF et GDF Suez, bénéficient pour leur part d'une image très forte. Ainsi, selon LH2, 75% des Français savent que GDF Suez fournit aussi de l'électricité et 72% savent qu'EDF fournit aussi du gaz. Cependant, les sondeurs soulignent que *«32% des particuliers pensent encore qu'EDF et GDF Suez ne forment qu'une seule et même entreprise»*, ce qui peut expliquer leur forte notoriété en tant que fournisseurs alternatifs. Selon LH2, *«l'inertie des particuliers»* s'explique *«à la fois par la satisfaction de ces derniers à l'égard de leur(s) fournisseur(s) actuel(s) mais aussi par un manque d'informations claires et concrètes leur permettant de mieux appréhender les offres des différents fournisseurs et les règles en vigueur»*.



L'Inde est en passe de devenir un acteur majeur du secteur de l'énergie éolienne

Déjà cinquième producteur mondial, le pays favorise cette filière dans son plan de lutte contre le réchauffement climatique

New Delhi

Correspondance

Lors de l'inauguration du Sommet du développement durable, organisé à New Delhi, du jeudi 5 au samedi 7 février, en présence du secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, le ministre indien des affaires étrangères, Pranab Mukherjee, a appelé à la création d'un fonds mondial pour « promouvoir les énergies renouvelables, à la fois en termes d'applications technologiques existantes et de recherche et développement ».

L'Inde, considérée comme le troisième pollueur de la planète, avait réaffirmé son engagement à lutter contre le changement climatique, lors de la conférence sur le climat de Poznan, en décembre 2008, tout en s'opposant à des objectifs chiffrés dans la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre. « Nous sommes très inquiets du changement climatique, dont nous supportons les pires conséquences, alors que la responsabilité en revient aux pays qui polluent depuis le début de l'ère industrielle », a déclaré M. Mukherjee.

En juin 2008, New Delhi a lancé un plan d'action national contre le changement climatique qui se fixe, entre autres objectifs, l'amélioration de l'efficacité énergétique, la promotion d'une agriculture durable et des énergies renouvelables. C'est dans le domaine de

l'énergie éolienne que le pays est le plus avancé. D'après les chiffres publiés par le Global Wind Energy Council (GWEC), l'Inde est désormais le cinquième producteur dans ce secteur et s'est classée, en 2008, au troisième rang mondial en termes d'accroissement de ses capacités de production, avec un potentiel estimé à 48 500 méga-watts (MW).

Grâce à une façade maritime qui s'étend sur 7 500 kilomètres, une large partie du sous-continent bénéficie de vents forts, propices au développement de l'éolien. Au milieu des années 1990, le gouvernement indien avait mis en place un arsenal de mesures – notamment fiscales – pour développer cette filière. Les entreprises peuvent, par exemple, déduire de leurs impôts 80 % de leurs investissements dans l'éolien. Parallèlement, les Etats indiens sont tenus de s'approvisionner en énergies renouvelables à hauteur de 5 % de leur consommation totale.

Avec 44 % des foyers indiens non raccordés au réseau, l'installation d'éoliennes permet d'approvisionner des villages souvent isolés et éloignés des centrales électriques. Le rythme d'augmentation des capacités, qui se situe entre 1 800 et 2 000 MW par an, est toutefois freiné par une saturation des capacités de production de turbines éoliennes. « Certains Etats

sont également réticents à payer un surcoût de 50 % dans leur facture énergétique », précise Santosh Kamat, directeur associé au cabinet de conseil KPMG.

Les trois fabricants de turbines, Suzlon, Vestas et Enercon, dominent un marché qui devrait générer 14 milliards d'euros au cours des six prochaines années. Les entreprises françaises en sont encore absentes, malgré leur large présence au Salon du développement durable organisé à New Delhi. Quelques sociétés spécialisées dans les technologies innovantes, comme Leosphere, qui commercialise des appareils mesurant la vitesse du vent au laser, espèrent signer bientôt leurs premiers contrats.

Outre le développement de l'éolien, l'énergie solaire constitue l'autre priorité du plan indien de lutte contre le changement climatique. Son développement, qui va bénéficier de 60 millions d'euros d'aide publique d'ici à 2012, en est au stade embryonnaire. Le ministère indien des énergies renouvelables s'est fixé comme objectif, dans son plan quinquennal qui arrive à échéance en 2012, une augmentation de la capacité de production de 50 MW dans le domaine du solaire, contre 10 500 MW pour l'éolien. ■

Julien Bouissou



Espagne : changement des règles des enchères ?

Le ministère espagnol de l'Industrie a envoyé à la Commission Nationale de l'Énergie (CNE) le détail de la proposition de décret qu'il envisage de présenter concernant les modalités d'enchères gazières. Il s'agit des transactions accomplies par les distributeurs pour fournir en gaz les consommateurs et les PME. La proposition du ministère est de passer à un système d'«enchères inversées». A partir d'un prix dit «de sortie», il sera procédé à une réduction progressive du prix de vente jusqu'à atteindre un équilibre offre/demande. Il reviendra au Secrétariat national de l'énergie de déterminer pour chaque enchères le prix de sortie, la date de livraison ou toute autre détail relatif à la transaction. La CNE quant à elle aura pour charge de vérifier le bon fonctionnement des enchères. Ce nouveau système est sensé jouer en faveur des consommateurs qui ne pourront payer plus que le tarif fixé par l'Etat, mais qui en revanche, pourront payer moins.

ENVIRONNEMENT



L'idée de taxe carbone fait son chemin

En contrepartie de la suppression de la taxe professionnelle, le président de la République a évoqué la création d'une taxe carbone. Une fiscalité verte sur laquelle réfléchit également Barack Obama.

Le président de la République a prononcé jeudi soir les mots que les défenseurs de l'environnement attendent depuis des mois : « taxe carbone ». Après avoir annoncé la suppression de la taxe professionnelle, le chef de l'Etat a ajouté : « *Il y a des possibilités autour de la taxe carbone, notamment. Nous verrons.* » Dans le cadre des discussions du Grenelle de l'environnement, la Fondation Nicolas Hulot avait mis sur la table la création d'une taxe sur les émissions de CO₂, acquittée par les ménages, les administrations et les entreprises non soumises aux quotas d'émissions européens. Objectif : augmenter progressivement le coût de la consommation d'hydrocarbures (transport, chauffage, achat de pétrole dans le cadre du proces-

sus de production) pour le secteur « diffus » (60 % des émissions françaises), avec en toile de fond l'idée d'inciter les consommateurs à réduire leurs émissions grâce au signal prix. Les autres, producteurs d'énergie, sidérurgistes, aciéristes, gros consommateurs, déjà soumis au marché européen du CO₂, ne seront pas concernés par cette taxe carbone.

Sujet sensible

Politiquement, le sujet étant sensible en temps de crise, le gouvernement avait simplement pris l'engagement de présenter un rapport dans les six mois suivant l'adoption du projet de loi Grenelle qui doit être voté demain au Sénat. « *Nicolas Sarkozy a été habile, il a déminé la principale difficulté par rapport aux entreprises en liant la création de la taxe avec la suppression de la taxe professionnelle* », affirme Alain Grandjean, coauteur avec Jean-Marc Jancovici du livre « Energie-climat, trois ans pour sauver le monde ». Cet expert, membre du comité chargé du rapport sur

la contribution climat estime que le produit de la taxe payée par les entreprises devrait être reversé aux collectivités locales. Mais pour ce qui est des contributions des ménages, elles doivent, selon lui, être redistribuées aux ménages. C'est, d'ailleurs, la proposition faite au président Obama par le patron des études de la Nasa, James Hansen : taxer les consommations d'hydrocarbures et redistribuer chaque mois un chèque carbone aux ménages. Les plus gourmands paieraient une taxe importante et recevraient le même chèque que les citoyens sobres en carbone, qui eux, seraient récompensés de leurs efforts.

Pas sûr que Bercy accepte une telle mesure à visée environnementale au nom de la défense des finances des collectivités locales. Une autre solution plus simple mais limitée aux seuls carburants pourrait être d'augmenter la taxe intérieure sur les produits pétroliers. Ou de combiner les deux.

JULIE CHAUVÉAU